

Les professeurs d'histoire et de géographie se sentent incompris

PACTE Ils pointent le gouffre entre exigences sociétales et place réservée à leurs cours

- Les projets de grilles horaires du tronc commun réduisent la part de l'histoire et de la géographie dans le parcours scolaire.
- Les professionnels de la discipline (re)montent au créneau.

Un débat ! En mettant sur la place publique des scénarios traduisant en grilles horaires le futur tronc commun (nos éditions de ce mardi), la ministre Schyns (CDH) voulait provoquer un débat. Objectif atteint ! Enseignants, pédagogues, politiques... n'ont pas tardé à applaudir, nuancer ou démentir les projets. Parmi eux, les professeurs de géographie et d'histoire détiennent la palme de l'inquiétude. Alors qu'ils avaient alerté les acteurs du Pacte voici une bonne année, ils ont le sentiment aujourd'hui de n'avoir été, ni écoutés, ni entendus.

Pour mémoire, les cours d'histoire, de géographie, d'économie et de sociologie seront articulés

dans un module rebaptisé « sciences humaines ». Pour mémoire aussi, un des deux scénarios privilégiés en primaire raye ces disciplines de la grille horaire en 1^{re} et 2^e années (au bénéfice d'un renforcement des apprentissages de base). Un second scénario laisse cependant vivre ces cours tout au long du cursus. En secondaire, les sciences humaines occuperaient trois ou quatre périodes dans la grille.

Dans la profession, ils sont nombreux désormais à monter au créneau « contre » ces propositions. À commencer par Nicole Wauters, inspectrice honoraire et militante du mouvement « Changement pour l'égalité ». « Faudra-t-il faire le deuil de l'éveil au monde pour que tous nos élèves sachent lire et écrire ? », s'interroge-t-elle. « Le scénario 1 stupéfie ! Au prétexte de renforcer les apprentissages de

mathématiques et de langue française en 1^{re} et 2^e années primaires, les cours de sciences, histoire et géographie y seraient totalement supprimés ! Quand on connaît un tant soit peu les étapes du développement de chaque enfant, un tel scénario semble inconcevable ! ». Elle poursuit : « Il

n'est pas pensable que les jeunes élèves ne puissent plus trouver dans les premières années des lieux où investiguer les questions qu'ils se posent sur leur environnement, sur les phénomènes naturels qu'ils vivent, sur les liens de la famille dans laquelle ils inscrivent leur propre histoire. »

À propos d'histoire, l'Association belge des professeurs d'histoire de langue française monte elle aussi au créneau. Sa porte-

parole - une professeure emblématique de l'ULB - ne décolère pas. « Manifestement, notre mobilisation n'a pas été entendue. Les nouvelles grilles ne touchent pas à certains cours mais la place laissée aux sciences humaines et à l'histoire en particulier a évidemment été revue à la baisse. L'articulation des cours ne nous poserait aucun problème si le temps qui leur est consacré était

préservé. Or, il y aura 3 ou 4 heures pour faire de l'histoire, de la géographie, de l'économie, de la sociologie... C'est d'autant moins acceptable qu'on crée des cours

fantaisistes : à quoi serviront la créativité ou l'esprit d'entreprendre si ce n'est à former de bons petits capitalistes ? Le para-

doxe dans tout cela, c'est que les exigences sociétales sont énormes : on reproche aux cours d'histoire de ne pas assez informer sur la colonisation ou la naissance du nazisme mais on restreint leur part dans les horaires. »

Des déçus, on en trouve également dans le camp des professeurs de géographie. Jean-François Close, président de la corporation, remet sur le marbre une

récente carte blanche, cosignée avec une dizaine de professeurs d'universités. Lui aussi a la désagréable impression d'avoir prêché dans le désert : « Nous rejetons encore et toujours la séparation entre géographie physique et géographie humaine, nous ne percevons pas de prise de conscience de l'évolution de la géographie vers le numérique, nous continuons à penser qu'il est nécessaire qu'en sciences humaines, chaque discipline (histoire, économie, géographie...) apporte son expertise ». Une note positive toutefois : « Mais nous sommes enthousiastes à l'idée d'une concertation et de co-constructions d'apprentissages avec d'autres disciplines. » ■

ÉRIC BURGRAFF

NUMÉRIQUE

« Rendre les enseignants plus autonomes »

On a compté : dans les 329 pages du Pacte, le mot « numérique » revient à 150 reprises.

Pourtant, Julie Henry, docteurante en informatique à l'UNamur, spécialiste des

nouvelles technologies dans l'enseignement, est inquiète. Pourquoi cette crainte ?

Parce que les acteurs du Pacte placent manifestement de grands espoirs dans le numérique mais, à aucun moment, un spécialiste de notre faculté d'informatique ou d'une autre faculté n'a été invité à participer aux travaux. Que va-t-on mettre derrière ce mot ?

Que voulez-vous y mettre ? La bonne question est « que doit-on enseigner pour que les enfants soient demain des

acteurs éclairés face aux nouvelles technologies ? » Je prône un enseignement centré sur le traitement de l'information par l'ordinateur : comment est-elle codée, comment la machine la decode-t-elle, quelles sont les interactions entre l'homme et elle... ? Je ne dis pas qu'enseigner l'usage des outils n'est pas nécessaire mais, avant tout, il faut comprendre le fonctionnement. Et former les profs ? C'est à ce niveau que le bât blesse. Pour éduquer les élèves

de cette manière, le personnel enseignant doit avoir préalablement été formé. C'est « la » grosse lacune de la formation initiale. On apprend aux futurs profs l'usage d'une tablette ou d'un ordinateur mais rien sur le fonctionnement du numérique. Il faut démythifier le numérique si on veut rendre les enseignants plus autonomes face aux nouvelles technologies. Nous espérons une prise conscience des acteurs du Pacte.

E.B.